

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

COLLECTE, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS DE L'HOPITAL NOVO

Date et heure limites de réception des offres :

lundi 02 mars 2026 à 12:00

HOPITAL NOVO
6 Avenue de l'Île de France
95300 PONTOISE

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement.....	4
2.3 - Variantes	4
2.4 - Développement durable	4
3 - Conditions relatives au contrat	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
3.4 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	5
4 - Contenu du dossier de consultation	5
5 - Présentation des candidatures et des offres	6
5.1 - Documents à produire.....	6
5.2 - Visites sur site	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	7
7 - Examen des candidatures et des offres	8
7.1 - Sélection des candidatures	8
7.2 - Attribution des accords-cadres	8
7.3 - Suite à donner à la consultation	9
8 - Renseignements complémentaires.....	10
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	10
8.2 - Procédure de recours.....	10

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

COLLECTE, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS DE L'HOPITAL NOVO

Lieu(x) d'exécution :

Hôpital NOVO (tous les sites)

Adresse : 6, Avenue de l'Ile-de-France, 95300 Pontoise
SIRET : 26950015300011

Hôpital NOVO, Site de Pontoise

Adresse : 6, Avenue de l'Ile-de-France, 95300 Pontoise

Hôpital NOVO, site de Marines

Adresse : 12 Bd Gambetta, 95640 Marines

Hôpital NOVO, site de Magny

Adresse : 38 Rue Carnot, 95420 Magny-en-Vexin

Hôpital NOVO, site d'Aincourt

Adresse : Parc de la bucaille, 95510 Aincourt

Hôpital NOVO, site de Beaumont-sur-Oise

Adresse : 25 Rue Edmond Turcq, 95260 Beaumont-sur-Oise

Hôpital NOVO, site de Carnelle

Adresse : 10 All. de la Font au Roy, 95270 Saint-Martin-du-Tertre

Hôpital NOVO, site des Oliviers à Beaumont-sur-Oise

Adresse : 1 Chemin. de l'Orée Carnelle, 95260 Beaumont-sur-Oise

Pour le lot 02 papiers confidentiels, des sites externes supplémentaires rattachés à Pontoise, Beaumont et le Vexin sont signalés aux annexes financières (Annexe II) et aux annexes modalités des collectes (Annexe I A et B).

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec un montant maximum de 1 890 000,00€ HT est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 4 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Bio-déchets (Alimentaires et Espaces verts, non mélangés)
02	Papiers confidentiels
03	Archives (sans radios)
04	Archives médicales avec radios

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
90511000-2	Services de collecte des ordures
90512000-9	Services de transport des ordures ménagères
90513000-6	Services de traitement et d'élimination des ordures ménagères et des déchets non dangereux
90523000-9	Services d'élimination de déchets toxiques, excepté déchets radioactifs et sols contaminés
90513100-7	Services d'élimination des ordures ménagères
90511400-6	Services de collecte du papier
90524400-0	Services de collecte, de transport et d'élimination de déchets hospitalier

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

3.4 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

Les prestations ayant pour objet l'exécution d'un service public, les candidats sont informés que le titulaire devra respecter les principes de la République que sont l'égalité des usagers, la laïcité et la neutralité.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions du CCAP qui rappellent ces obligations et précisent les modalités de contrôle et de sanction du titulaire lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les manquements constatés.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (BPU et annexe RGPD)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- **Annexe I A** - Modalité des collectes - Lot biodéchets et lot Papiers confidentiels (Voir les onglets par lots, A retourner complété au format **Excel et PDF**)
- **Annexe I B** - Plans de collecte - Lot biodéchets (A retourner complété, signé au format **PDF**)
- **Annexe II** - Annexe financière (Un par lot, attention 2 onglets à compléter pour les lots ARCHIVES avec et sans radios . A retourner complété au format **Excel et PDF**)
- **Annexe III** - Densité des bacs. (A retourner complété et signé au format **Excel et PDF**)
- **Annexe IV** - Questionnaire technique et Devenir des déchets (Le fichier comporte 2 onglets. A retourner complété au format **Excel et PDF**)
- **Annexe V** - Questionnaire RSE et développement durable (A retourner complété au format **Excel et PDF**)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique :

- DC1 et DC2 ;
- Pouvoirs ;
- Copies des jugements en cas de redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur relative aux obligations fiscales, sociales, condamnations... ;
- Déclaration sur l'honneur relative aux obligations d'emploi de travailleurs handicapés ;
- Déclaration des effectifs moyens, personnel d'encadrement ;
- Références ;
- Attestation Assurance professionnelle, attestation responsabilité civile

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Oui
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Oui
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Oui
Mémoire technique et annexes répondants au questionnaire technique	Oui
Certificats Divers attestant que le soumissionnaire est habilité à assurer la gestion, le transport, le traitement, l'élimination et la valorisation des déchets conformément aux exigences réglementaires. Ces documents devront démontrer la capacité du soumissionnaire à prendre en charge le lot pour lequel il soumet son offre. (A fournir à jour, à chaque date anniversaire).	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Visites sur site

Visite sur site - Lot 02 papiers confidentiels (Uniquement)

Une visite sur site est proposée pour le **lot 02 des papiers confidentiels**, afin que les prestataires puissent intégrer à leur chiffrage l'étendue réelle du site principal avec plus de précision. Cette visite se déroulera **sur le site de Pontoise uniquement**, qui représente le site le plus important.

Le créneau suivant est proposé : **le 18 février 2026 à 9h30**, au niveau du **PC sécurité**. Merci de prévenir de votre présence par courriel, au minimum **36 heures à l'avance**, Madame BERNARD (melanie.bernard@ght-novo.fr) et Madame DE MESQUITA (elodie.de-mesquita@ght-novo.fr).

La visite **n'est pas obligatoire** et aucun certificat de présence ne sera délivré. Cependant, un prestataire, qu'il assiste ou non à la visite, **ne pourra pas invoquer une méconnaissance du site pour justifier un chiffrage inadapté** (trop faible ou trop élevé).

Autres lots :

- Aucun créneau de visite n'est prévu pour les autres lots.
- Pour le lot **biodéchets**, vous pouvez vous référer à l'**Annexe I B - Plan de collecte**.
- Les lots **archives**, avec ou sans radios, ne nécessitent pas de visite particulière.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Conformément à l'article L.2132-2 du Code de la Commande Publique, la transmission des plis se fera exclusivement par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les soumissionnaires peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique (CDROM, DVD-ROM, clé USB), soit par voie électronique.

Cette copie de sauvegarde doit être placée sous pli scellé comportant la mention lisible « Copie de Sauvegarde » et l'objet de la consultation.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

Si la copie de sauvegarde n'est pas ouverte, elle est détruite à l'issue de la procédure.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

HOPITAL NOVO
Service juridique des marchés - bâtiment S
6 Avenue de l'Île-de-France
95300 PONTOISE

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

CRITERES	PONDERATION	SOUS -CRITERES	PONDERATION
PRIX DES PRESTATIONS Il sera pris en compte les prix unitaires proposés par les candidats auquel sera appliqué un scénario de consommation	50%	BPU seul (Biodéchets et Papiers confidentiels)	50%
		BPU/CHANTIER TYPE (Arvhives avec/sans radios)	40% /10%
VALEUR TECHNIQUE Questionnaire à compléter et mémoire technique	35%	Organisation de la collecte et du traitement	40%
		Traçabilité et pesée Suivi prestation dématérialisé	30%
		Plan qualité dans la mise en œuvre de la prestation	20%
		Formation	10%
	5%	Maintenance et entretien	40%
		Continuité de service	60%
RSE / DEVELOPPEMENT DURABLE Questionnaire à compléter et mémoire technique	10%	Logistique	30%
		Sécurité au travail	15%
		Certification/qualité	20%
		Engagement environnemental	20%
		Engagement social/sociétal	15%

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Evaluation du BPU :

Le BPU ne doit en aucun cas être modifié et doit être dûment et intégralement complété par le candidat.

Lorsque le candidat n'indique pas de prix unitaire sur une ligne, le pouvoir adjudicateur considère que le prix unitaire est égal à 0 €. Si le candidat ne possède pas un matériel ou n'est pas en mesure de traiter un déchet ou autre incompatibilité, le titulaire devra remplir la ligne par "NA" pour non applicable et ajouter sa raison dans la colonne « commentaires », à la condition que la ligne soit signalée comme « facultatif ».

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédure de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2 Boulevard de l'Hautil
95000 CERGY

Tél : 01 30 17 34 00

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.